

N° 342 - Du 29 Octobre au 11 Novembre 1954

"PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS"

BI-MENSUEL - 20 FRANCS

La leçon anglaise

CINQUANTE MILLE dockers anglais sont engagés dans une très dure bataille. Contre eux sont ligés, le gouvernement « tory », les leaders de la droite du Labour Party, la direction des Trade-Unions, avec à sa tête Mr Deakin. Et les dockers tiennent, résistent à cette formidable coalition. Ce sont les prolétaires qui tremblent, qui ont peur. Comment peuvent-ils résister, comment peuvent-ils faire trembler tous ces grands personnages ? La force des dockers anglais est la même qui anima les grévistes d'Allemagne occidentale en août dernier, les prolétaires français en août 53, les travailleurs de l'Allemagne de l'Est en juin 53. La lutte des dockers anglais n'est pas une simple grève. Elle fait partie du grand combat que les travailleurs d'Europe, en écho aux luttes des peuples coloniaux d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique du Sud, ont engagé contre ceux qui les exploitent, qui mènent le monde à une nouvelle catastrophe. Là est la source de la combativité des dockers anglais. C'est parce qu'ils savent ce qui anime les dockers que « tories », dirigeants du Labour Party et des Trade-Unions, tremblent.

Tout comme les travailleurs de France et d'Allemagne, les travailleurs anglais voient — grâce aux dockers — qu'ils peuvent se frayer leur propre chemin contre la volonté des fonctionnaires bureaucratés des syndicats et des partis installés dans le régime. Cette leçon ne sera pas perdue.

Au moment même où la coalition impérialiste mettait au point « les accords de Londres », les dockers anglais s'engageaient dans leur lutte magnifique. C'est un symbole : deux mondes s'affrontent. Il faut être avec l'un ou avec l'autre. Les conservateurs de toutes espèces, ceux qui veulent maintenir le statu quo, et la coexistence pacifique entre les classes, parce qu'ils redoutent la révolution prolétarienne, n'ont plus leur place.

Bien des embûches, des échecs, des trahisons seront à surmonter. Mais au travers de ces épreuves, les travailleurs d'Europe se préparent à la lutte gigantesque et décisive qui décidera de la guerre ou de la paix, de la décadence de l'humanité ou de son accession à une forme supérieure de civilisation : le socialisme.

Stéphane JUST.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION: 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) - Tél.: CEN. 68-96

ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. - 6 MOIS: 200 FR. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

Mendès appelle en renfort la S.F.I.O.

PARTICIPATION, NI SOUTIEN!

LA VÉRITÉ n'a cessé de le répéter, Mendès-France, porté au pouvoir avec les voix des députés socialistes et communistes, est, sous des dehors plus adroits et plus souples, l'ennemi mortel des travailleurs, à l'égal de ses prédécesseurs Laniel et Pinay. Ce que nous étions seuls à dire sera bientôt reconnu de tous.

Certes, l'habile metteur en scène de Marly-le-Roi sert la bourgeoisie française avec plus d'efficacité que ses prédécesseurs. Il a gagné, grâce à la complicité du Kremlin, obtenir d'Ho Chi Minh des concessions inespérées. Il a déblayé la route atlantique de l'obstacle de la C.E.A. Il a gagné pour le colonialisme un répit — un court répit, il est vrai — en étouffant l'affaire, en permettant à Martin-Luther King de ne pas être assassiné. Mais, à l'instar de Baranès, il a pu déjouer le piège que lui tendaient les ultra-américains de Paiz et Liberté; et naturellement, il manifeste sa reconnaissance aux chefs stalinistes qui, par l'intermédiaire de Baranès, lui ont livré Dides, Baylot, Brune et Cie, en étouffant l'affaire, en permettant à Martin-Luther King de ne pas être assassiné. Mais, à l'instar de Baranès, il a pu déjouer le piège que lui tendaient les ultra-américains de Paiz et Liberté; et naturellement, il manifeste sa reconnaissance aux chefs stalinistes qui, par l'intermédiaire de Baranès, lui ont livré Dides, Baylot, Brune et Cie, en étouffant l'affaire, en permettant à Martin-Luther King de ne pas être assassiné.

ne reste que la froide réalité d'un capitalisme épuisé, sclérosé, incapable de toute réforme sérieuse, incapable de faire face à la concurrence étrangère, même par la sur-exploitation des masses. Le froid réalisme du plan Édouard Faure-Laniel, devenu le plan Édouard Faure-Mendès, plan de concentration du capital au profit des trusts, que depuis du peuple d'un budget qui dissimule à peine un déficit accru de plusieurs centaines de milliards — et rien pour les écoles, rien pour les logements, rien pour

les laboratoires, rien pour les anciens combattants, rien pour les chômeurs, rien pour les fonctionnaires, rien pour le peuple.

M. Mendès-France a pourtant pris deux mesures importantes, il a « reclassé » la police (il fait bien consacrer le commissaire Dides de ses chausses) et, en son politique radical-socialiste, il fait construire un cours complémentaire dans sa bonne ville de Louviers.

Cependant, les négociations tunisiennes s'enlisent dans l'impasse, l'im-

périalisme refusant toute conclusion sérieuse; et les patriotes tunisiens, les fellaghas, refusent d'abandonner le combat sans trêve, et se préparent à l'empêcher si les négociations sont rompues. Cependant, le sultan du Maroc refuse d'abandonner, et l'effroyable régime de terror, que le gouvernement Mendès continue à faire peser sur le peuple marocain ne peut briser sa volonté de lutte. Cependant, bien que l'officier ait déclaré avec un cynisme igné: « En Algérie, il n'y a pas de problème: l'Algérie, c'est la France », le peuple algérien est d'un avis différent. Au Sud-Vietnam, les positions françaises, maintenues par la paix de Genève, se détériorent rapidement, les cliques rivales de laquais français et américains s'affrontent les armes à la main, dans l'hostilité générale du peuple.

UNE SITUATION PRECAIRE

Seule une conjoncture économique mondiale favorable, due au maintien des armements américains à un niveau élevé, et un afflux de dollars constant, a permis pour l'économie française un minimum de stabilité. La seule porte d'entrée pour elle, à l'heure actuelle, est la reconstruction et l'extension des cartels économiques franco-allemands. Ceux-ci confèrent à Paris en marge de l'entrevue Mendès-Alexander, et le succès de la première conférence commandait celui de la seconde.

Cette tentative de renflouer le capitalisme français moribond par l'appui du capitalisme allemand, plus dynamique — au prix de l'ouverture de l'Afrique du Nord aux capitaux allemands — est la seule réalité de la fameuse « expérience P.M.F. », voilà tout ce qui se cachait derrière les gros titres sur la Sarre, alternativement pessimistes ou optimistes, dans le même style « Tout est rompu, mon genre » de Labiche, de la presse aux ordres.

Mendès sait tout cela. Il est conscient de l'extrême fragilité réelle de l'équilibre social sur lequel repose son gouvernement. Il sait que, s'il est prêt, pour éviter les grèves, à accorder encore quelques miettes à diverses catégories de travailleurs, en s'efforçant de les diviser, ce qu'il accordera sera totalement disproportionné avec les besoins des masses, avec la misère de France, c'est pourquoi il recherche pour son gouvernement, avant l'épreuve de force qu'il prévoit avec le peuple, l'appui de ministres socialistes qui lui serviront d'otages. Ceux-ci acceptent de jouer le rôle de ? Quels peuvent être ce rôle ?

G. BLOCH.

(Suite page 4)

M. Mitterrand: « Nous donnerons des logements aux Algériens. »



LES PLANS SONT DÉJÀ DRESSÉS POUR LA PROCHAINE RESIDENCE DE MESSALI HADJ

LES DOCKERS AU COMBAT

(De notre correspondant à Londres)

Londres, le 20 octobre. Le port de Londres est complètement immobilisé. Les 22.000 dockers et 4.900 bateliers y sont en grève. Dix mille dockers à Liverpool et Birkenhead, 2.000 à Hull ont débarrayé par solidarité.

Cette grève présente deux aspects essentiels : la lutte du combattif syndicat national des manutentionnaires et dockers (NASDU) contre les heures supplémentaires obligatoires, et comme conséquence sa lutte pour obtenir le droit de négocier au nom de ses membres.

LA TRAHISON DES BUREAUCRATES SYNDICAUX

La grande majorité des dockers britanniques est membre du syndicat des transports et des travailleurs généraux (TGWU), un énorme syndicat comptant près d'un million et demi de travailleurs appartenant à trente corporations différentes, dont le secrétaire général est maintenant Arthur Deakin, leader actuel des Trade Unions.

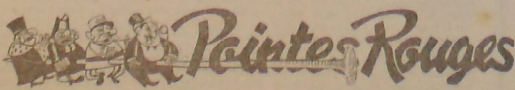
Les dockers, les plus combattifs parmi les travailleurs anglais et ont une grande tradition de luites, appartiennent à un des syndicats les plus bureaucratiques. Ils ont mené les plus grandes luites, pendant la guerre, mais toujours sous la direction de comités issus de la base. Leurs batailles ont été menées non seulement contre les patrons et l'appareil d'État, mais également contre leur propre syndicat et ses dirigeants nommés d'en haut.

Jusqu'à maintenant, le NASDU n'organise que 7.000 dockers (sur un total de 50.000) et seulement à Londres. Cependant, il y a quelques semaines une grève éclata à Hull (grand port de la côte Est). Les dockers, tous membres du syndicat de

Deakin triomphèrent, bien qu'un nouveau leur propre syndicat ait complètement avec les employeurs pour écorner la lutte des militants de base. Immédiatement, presque la totalité des membres du TGWU donna son adhésion au NASDU. Ils furent suivis par 2.000 dockers de Birkenhead (avant port de Liverpool, deuxième port britannique), qui, dans le passé, avaient eu d'ânières déceptions avec les bureaucraties de Deakin.

Depuis le début de l'année, le NASDU avait entrepris une lutte contre le patronat au sujet des heures supplémentaires. Les employeurs avaient mis sur pied un système d'heures supplémentaires obligatoires, avec des pénalités pour les récalcitrants. Le syndicat soutenait le principe que les heures supplémentaires ne peuvent être volontaires. Le 15 janvier, lorsqu'un de ses membres fut sanctionné pour avoir refusé de

(Suite page 3)



LES APEROS PROGRESISTES

Quand vous prenez l'apéritif, vous ne savez pas que vous pouvez, ce faisant, rendre un signalé service à la cause de la paix. « L'Humanité-Dimanche » a changé tout cela. Dans le numéro du 4 septembre, un article nous invite les boutiques du parti R... dont le patron veut bien financer quelques manifestations stalinistes (Fête de « L'Humanité » entre autres). Donnant, donnant. Sachez que Monsieur R... a une entreprise mo-

MEETING CHEZ RENAULT: "Nous libérerons Messali!"

Le vendredi 15 octobre 1954, sur la Place Nationale de Boulogne-Billancourt, les travailleurs se rassemblèrent autour d'une voiture radio.

C'était la première réunion publique que le Comité pour la Libération inconditionnelle de Messali Hadj a organisé aux Usines Renault. Dans l'assistance on se trouvait mille travailleurs et les ouvriers nord-africains et les

travailleurs français, on écoutait attentivement les orateurs qui parlaient de Messali Hadj, de sa déportation, des souffrances du peuple algérien, de sa lutte nécessaire.

Le camarade Daniel Renard, ouvrier dans l'entreprise, après avoir fait un bref exposé du rôle du Comité, passa la parole à Yves Déchezelles, avocat à la cour. Pendant dix minutes, Déchezelles de-

nonça avec force le caractère illégal de la détention du leader national algérien, montra que ce pays peut arracher Messali des grilles de l'impérialisme. Il termina en demandant à tous, que soit leur appartenance politique ou syndicale, de rejoindre le comité pour la libération de Messali Hadj, de soutenir son action. Les applaudissements qui saluèrent la fin de ce discours démontrèrent la mesure de l'approbation des travailleurs présents.

De fait, les responsables syndicaux FO et CFTC de l'entreprise avaient déjà donné leur appui à l'initiative du comité. Et après Yves Déchezelles, c'est un camarade de Force-Ouvrière qui prend la parole. Le micro est ensuite donné à un camarade du MTLD et ce meeting se conclut par les vœux unanimes d'une résolution de solidarité à l'égard du peuple algérien et de son dirigeant prolétarien.

Il est profondément regrettable que sur une question élémentaire de défense des libertés démocratiques la CGT ait éprouvé le besoin de faire cavalier seul et de ne pas participer avec les autres dirigeants syndicaux de l'entreprise à une manifestation qui n'au-

(Suite page 2)

POLICE ET CONTENTIEUX

Le « statut européen » de la Sarre a déjà commencé à porter ses fruits, ce qui prouve que l'organisation de police de l'impérialisme en Europe n'a pas l'intention de perdre de temps.

Le journal du Parti Communiste qui avait protesté contre le projet, veut d'être interdit pour un mois. La répression contre le mouvement ouvrier est évidemment une façon commode de faire passer la main à M. Mendès-France. Signalez toutefois à ce dernier que cette méthode a en des adeptes, particulièrement acharnés il y a une douzaine d'années.

LA LUTTE DES PEUPLES MAGHREBINS

« LE MAROC EST EN FUTURE INDOCHINE »

(Déclaration de Mr William Douglas)
Juge à la Cour Suprême des U.S.A.

Mr WILLIAM DOUGLAS vient de voyager au Maroc. Il livre ses conclusions à la revue américaine "Look"...

LES DONNEES DU PROBLEME MAROCAIN
Selon le journal « Franc-Tireur » le sultan Sidi Mohammed Ben Yusuf aurait déclaré à l'envoyé officieux du gouvernement Menes-France...

au Maroc il est d'ordre social. Phrases creuses qui signifient qu'au Maroc, les problèmes politiques ne se trouvent pas posés...

RIEN N'ARRETERA LE COMBAT DU PEUPLE MAROCAIN POUR L'INDEPENDANCE

Demi-mesures, miettes et compromis partiels ne peuvent constituer des éléments sérieux de solution aux problèmes posés. Si le gouvernement Mendès-France se voit dans l'obligation de reculer partiellement sur les articles de son programme...

P. MULLER.

M. Mendès-France, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères va en Tunisie, c'est M. Mitterrand, ministre de l'Intérieur qui va en Algérie...

Mais cette démagogie répond à une réalité : la misère des masses algériennes, la sous-alimentation, la discrimination raciale, dont l'aggravation risque très concrètement, dans la prise, de conscience du peuple algérien...

M. Mitterrand redevient-il très « réaliste » quand il s'agit de prévenir le danger de la première mesure de bienveillance à l'égard du peuple algérien ?

Le peuple algérien saura apprécier les promesses de lui ses faites. Mais sa première revendication reste : la libération de Messali Hadj...

Le contingent contre les Fellagas

LA VERITE a déjà dénoncé le bluff qui précède. Les ordres de Mendès-France comme un bon petit président « progressiste » tandis que les méchants colons colporteraient derrière son dos la répression en Tunisie...

Le silence des grandes organisations ouvrières sur ce qui se passe en Tunisie. L'immuable politique colonialiste qui s'affuble aujourd'hui en Tunisie du masque de « l'autonomie intérieure »...

Le M.T.L.D. contre les capitulaires

III LA PLATE-FORME DU CONGRES NATIONAL

Les discours démocratiques du président du Conseil, ses belles promesses ne préserveront pas la domination du colonialisme.

tort de conditionner l'union des Partis nationalistes à l'adhésion à l'idée de l'indépendance.

L'union selon Lahouel, Yazid et Khouane, doit donc s'effectuer sur un programme qui réclame de M. Mitterrand s'estompe, et ses plans deviennent moins précis...

LE PROGRAMME D'ACTION IMMEDIATE

LES «réalistes» de l'ex-direction ont voulu formuler des revendications acceptables...

Dans un milieu d'invraisemblance, nous lisons dans le projet publié par les exclus, que :

« Le Congrès National devra lutter contre le chômage, pour l'application de programmes de travaux publics...

Comment les exclus vont-ils lutter contre le chômage, quels sont les moyens de leur solution, les solutions justes ?

Alors « tous les moyens politiques seront utilisés... Lesquels ? » Pas un mot. Ces impressions sont vagues...

LA REVENDICATION LA PLUS IMMEDIATE DU PEUPLE ALGERIEN C'EST L'INDEPENDANCE

En Algérie, l'économie, les finances, la terre, l'administration, la justice, etc. tout est entre les mains de l'impérialisme français...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sahara... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste cet objectif...

L'omission de cette revendication élémentaire s'il en est, n'est pas involontaire. Car la lutte pour la suppression du double collège...

P. LAMBERT.

(Suite page 4)

22 Octobre 1941

Le 22 octobre 1941, il y a treize ans 27 militants de la Ligue des Ouvriers tombaient sous les balles nazies. Cette fusillade marquait le début d'une longue période de terreur pour la classe ouvrière française...

Mais que penser du « réaliste » Mitterrand, qui veut de définir la politique nord-africaine du gouvernement en ces termes : « En Algérie, le problème est d'ordre économique et

au préfet du Finistère ce qui suit sur notre camarade Marc Bourhis... Bourhis, Marc, instituteur à Trégurieux était l'âme du parti révolutionnaire...

Mais après 1945, le PCF a pratiqué une politique systématique de collaboration des classes : il a rompu en selle une bourgeoisie désarmée...

Quant à nous, militants du PCI, nous luttons pour que le sacrifice de 22 militants trotskistes, Marc Bourhis, Pierre Guéguen et des 25 militants du PCF, fusillés à Chateaubriant le 22 octobre 1941 ne soit pas inutile.

R. VALLETTE.

L'ANARCHIE DE LA BUREAUCRATIE REGNE

POUR permettre de se faire une idée plus précise des possibilités et des impossibilités économiques du travail forcé en URSS, il nous faut un aperçu des méthodes de l'administration et de l'organisation du travail.

Tous les camps relèvent aujourd'hui du Ministère de l'Intérieur. Avant la mort de Staline les camps « de régime », où se trouvent exclusivement des prisonniers politiques, étaient administrés par le Ministère pour la Sécurité d'Etat...

Mais à peine le dictateur était-il dans son cercueil que ses successeurs procédèrent à la dissolution du tant redouté MVD, pour ne laisser subsister de cette institution — qui sema la peur pendant tant d'années — que de pauvres débris qui mènent une ombre d'existence dans le cadre du Ministère de l'Intérieur...

Pratiquement, d'ailleurs, la différence entre les deux réside dans la couleur de leurs galons : car les policiers rouges, bleus et verts, de même que les soldats de l'armée, ne sont que des ouvriers et des paysans soviétiques accomplissant leur service jusqu'à quarante ans.

Un DÉPÔT PERMANENT Comme il y a un dépôt permanent de millions de travailleurs forcés à garder, les frais d'entretien des troupes de garde jouent un rôle important dans le budget de l'URSS.

Théoriquement, chacun des innumérables camps qui, surtout dans la partie asiatique de l'URSS, surgissent de terre comme des champignons, doit pouvoir

MEETING CHEZ RENAULT

(Suite de la première page)

Après ce meeting, nombreuses furent les absences, que comité enregistré, aussi bien parmi les camarades français qu'algériens.

La manifestation du 15 octobre chez Renault est une immense pas en avant de solidarité entre les peuples colonisés et métropolitain. La lutte contre la répression colonialiste n'est plus un privilège des coloniaux seuls...

communiqué du Comité pour la libération inconditionnelle de MESSALI HADJ.

ASSISES DE SANG EN TUNISIE

EXIGEONS LE RAPPEL DU CONTINGENT

H. LANGLOIS.

MEETING CHEZ RENAULT

(Suite de la première page)

Après ce meeting, nombreuses furent les absences, que comité enregistré, aussi bien parmi les camarades français qu'algériens.

La manifestation du 15 octobre chez Renault est une immense pas en avant de solidarité entre les peuples colonisés et métropolitain. La lutte contre la répression colonialiste n'est plus un privilège des coloniaux seuls...

communiqué du Comité pour la libération inconditionnelle de MESSALI HADJ.

Nous poursuivons ci-dessous la publication de « MA VIE DANS LES CAMPS » donnée à LA VERITE par Brigitte Gerland, militante du P.C. Allemand, qui revient de dans les régions de déportation du lui-même à son entretien et verser les bénéfices à l'extérieur. Mais qu'en est-il dans la réalité ? L'administration des camps lue les prisonniers combinats, etc. Comme Vorkouta est une des plus riches de charbon, il s'y trouve plus d'une douzaine de milliers de prisonniers. Dans les camps de Vorkouta-Ougou, Dorog, Dorog, Les tracts d'Etat sont en liaison cad pondant à sa brèche, mais fonctionnent de façon ci, ce qui signifie tout simplement que les Min rants pour les dettes de leurs filiales. Les directeurs des trusts mément depuis des à sans aucune réussite contre le travail l de motifs moraux mais pour des raisons économ Ils constatent en effet quotidiennement que les lesquelles on ne met à leur disposition, que des remplies qu'au prix de frais énormes, qui ne pe moyens mis à leur disposition. Aussi se sont-ils médier à ce mal la font d'incessantes tentatives leurs livres. Mais le Ministère de l'Intérieur s'ent concurrentes interdites. L'accès des régions de t Les prisonniers figurent dans les statistiques de la section chargée de la sécurité de l'Etat. M général pas du tout enclin à se fatiguer démesuré re d'en faire le moins possible et d'économiser s éventuellement être remplis, et plutôt mal que bien, de main-d'œuvre. Cependant pour chaque prisoni ère versés chaque jour au camp, que le prisonnie Car l'entrepreneur doit payer non seulement pou es, mais encore pour l'entretien des soldats de g ce qui accroît encore particulièrement l'enthousi « système si bon marché » du travail forcé ? L état de remplir les exigences des directions des ca On attend cependant du chef du camp qu'il couvre les dépenses pour la nourriture, l'habil chauffage, l'éclairage, l'eau, etc., ; toutes choses particulièrement bon marché. A Vorkouta, par e précisément en raison du climat, plus de 40 g on compte avec une dépense mensuelle de 1.000

LES NOUVEAUX ACCORDS

L'ELABORATION des accords de Bonn et de Paris, leur dépôt devant le Parlement, et la fixation de la date du débat de ratification, avaient entraîné en quelques semaines...

La bourgeoisie allemande, ayant retrouvé sa puissance économique, ne peut plus accepter d'être une puissance politiquement éliminée de la scène internationale.

Les accords de Londres, précisés à Paris, se heurtent sans doute à de grandes réticences à l'Assemblée Nationale...

LES CONTRADICTIONS IMPERIALISTES SUBSISTENT

Provisoirement... car il est certain que, dès que la bourgeoisie allemande aura obtenu la mise en application des accords de Londres et de Paris, sa souveraineté, son armée, elle ne cessera...

L'entrée de l'Allemagne Occidentale de plein pied dans la coalition, sera d'ailleurs une nouvelle étape de conflit à l'intérieur de la coalition.

UN PRECIEUX ENSEIGNEMENT

Mais pour les prolétaires, l'histoire des luttes intestines inter-imperialistes de ces derniers mois, la manière dont elles ont été surmontées est un enseignement pour l'avenir.

d'armement pour éviter la crise économique, le besoin de empruntations de reconquérir les débouchés perdus par suite des victoires révolutionnaires...

C'est sur les aspirations des prolétaires et leur lutte qu'il faut s'appuyer pour détruire la coalition imperialiste.

L. MENADIER.

Camarade Abonne - toi 6 mois : 200 francs. 1 an : 400 francs; C.C.P. : Société de Presse, d'Édition et de Librairie, 6032-01 PARIS.

Les dockers au combat

(Suite de la première page) faire des heures supplémentaires, le syndicat interdit à ses membres d'en effectuer aucune.

LES DOCKERS ENTRENT EN LUTTE

Les employés refusant d'accepter tant que l'interdit ne serait pas levé. Le syndicat de Deakin, malgré l'engagement pris avec le NASDU de ne pas négocier séparément...

Le sept mille dockers en grève furent rapidement suivis par tous les autres dockers de Londres - membres du TGWU. Ces dockers se sont désolidarisés non seulement à cause de la traditionnelle solidarité de la corporation...

LES STALINIENS S'ABOIENT LE MOUVEMENT

Deakin a perfidement dénoncé le NASDU et les « agitateurs communistes » responsables, selon lui, de la grève. Cependant, le rôle du P.C. a été pratiquement inexistant...

Un des deux membres du Parti Communiste faisant partie du Comité

Crise du système bureaucratique en URSS "DES FETTES GROSSIERES SONT CROQUEEES"

Le cours Malenkov trouve son origine dans la réaction par la bureaucratie d'un nouvel équilibre entre les forces sociales en présence : le prolétariat, la paysannerie et la bureaucratie.

D'un côté il s'agit de resserrer les différentes tendances de l'oligarchie du Kremlin dans une gestion collective du pouvoir. D'un autre côté, du chef et la tentative de réorganisation de l'appareil d'Etat dans le souci de rendre le contrôle bureaucratique plus efficace.

De l'autre côté, apparaît un tempérament impatient populaire en promettant un relèvement rapide dans les deux ou trois années à venir, du niveau de vie.

LE PAIN

La bureaucratie soviétique s'est vue contrainte, pour commencer, de faire tomber quelques pans des glorieuses affirmations sur le développement harmonieux de la société socialiste et la marche accélérée vers le communisme.

Khrouchchev, nommé secrétaire général, fut chargé d'avouer, au nom du Parti, ce que tout citoyen soviétique constatait tous les jours : le déclin de l'état lambeauté de l'agriculture.

Khrouchchev débute en septembre 1953 par un rapport au Comité Central dans lequel il décrit la stagnation de la production agricole. Néanmoins, il précise : « En gros, nous couvrons les besoins indispensables du pays en cultures céréalières, en

ce sens que les besoins en blé de notre pays sont satisfaits, que l'Etat dispose des réserves nécessaires et que nous exportons certaines quantités de blé ».

Or, c'est à cette base qui semble désormais acquise, Khrouchchev propose d'ouvrir à une augmentation rapide de l'élevage ainsi que de la culture de la pomme de terre, des légumes et des fruits, afin de pouvoir fournir aux habitants une nourriture plus riche et plus variée.

LES AVEUX Il n'a suffi que de quelques mois pour qu'en mars 1954 toutes ces déclarations catégoriques et sans réserve soient rendues en cause.

Adieu, veau, vache, cochon, coucou... Nous voilà ramenés à plus de vingt ans en arrière, à l'époque où Staline disait, déjà au XVII^e Congrès du P.O., en mai 1930 : « Le problème des céréales est bien actuellement la clé du sort de l'économie, en ce sens que sa solution nous permettra de résoudre presque tous les autres problèmes ».

En réalité, tout donne à croire que la situation était telle, à l'époque de la mort de Staline, que la bureaucratie s'est vue contrainte d'entamer les réformes de l'Etat pour éviter la pénurie de pain.

Pour écarter toute aggravation dans le ravitaillement de la population, Malenkov a été poussé à hypothéquer l'avenir de l'Etat sur le dernier le reconait implicitement : « Un décalage s'est établi entre la quantité de céréales mises à la disposition de l'Etat et l'augmentation des dépenses de celui-ci. La situation est telle qu'il faut réaffirmer que l'économie socialiste planifiée ne peut s'enrichir sans la création de réserves gouvernementales en blé et leur renouvellement annuel ».

NASSER sur la corde raide

L'ACCORD signé au Caire entre l'Égypte et l'Angleterre ouvre sans doute une nouvelle phase dans l'histoire de la lutte de libération des pays arabes du Moyen-Orient.

Derrière les coups de clairon de Nasser et Salah Salem, la réalité des accords est claire : par la garantie donnée à la Turquie, puissance faisant partie de l'acte atlantique, l'Égypte abandonne définitivement la neutralité et s'engage dans la participation effective au dispositif stratégique et militaire inter-imperialiste.

L'accord signé par Nasser est intimement lié à l'accord de 1950. C'est pourquoi l'accord Sidky-Bevin de 1946, à plus forte raison que les propositions faites par Mohammed Salaheddine, au nom du gouvernement wahabite en 1950.

Plus récemment, qui a consisté notamment à saboter la nationalisation de l'étau et la réforme agraire, a continué de faire partie du Mouvement National Révolutionnaire (parti gouvernemental) à rompre avec la petite bourgeoisie de l'aile droite, sous la pression des syndicats.

IRAN

Des officiers « communistes » de l'armée iranienne ont été assassinés, les ministres ministres Zohdi aux ordres du cartel pétrolier anglo-américain. Des milliers d'arrestations et de condamnations sont annoncées.

Est-ce à dire que le régime communiste tout iranien qui s'oppose à la mise aux enchères de son pays par les valets des grandes compagnies pétrolières, n'est que le dernier des régimes du Shah lui-même irait prendre prochainement les ordres à Londres et à Washington.

ALLEMAGNE ORIENTALE

La presse bourgeoise fait grand scandale autour de élections organisées par les staliniens dans la zone orientale, et qui ont naturellement vu la victoire d'une liste unique sans oppositions.

Mais les buriens allemands ont clairement manifesté le 17 juin 1953 que, s'ils étaient violemment hostiles à la bureaucratie stalinienne, ils n'étaient pas pour autant des partisans d'Adenauer, comme le font croire et les staliniens et les imperialistes, une fois de plus unie contre la classe ouvrière.

YOUGOSLAVIE

Interrompus depuis six ans, les rapports commerciaux avec les pays de l'Est reprennent. Les échanges diplomatiques se multiplient également, et fait très significativement, Tito la visite de Belgrade a été célébrée avec la participation de représentants soviétiques. L'URSS et les démocraties populaires ont cessé de parler de renversement de Tito.

Cependant, ce serait une erreur que de croire que cette détente dans le cours de la politique soviétique ouvre une perspective d'un tournant important dans la politique yougoslave. Tito vient de déclarer qu'il souhaitait un rapprochement avec le bloc de son pays, mais que l'organisation de défense européenne. De même, l'abandon de Trieste (approuvé d'ailleurs par l'Union Soviétique) marque son désir de restaurer des relations normales avec son voisin occidental immédiat et de renforcer la défense de l'Europe du Sud-Est.

REGNE DANS LES CAMPS DE TRAVAIL

chefs du camp, qui a en moyenne trois à quatre mille prisonniers à nourrir et à vêtir, doit-il prendre l'argent ? Il n'a d'autre ressource que de bombarder à chaque fin de mois le Ministère de l'Intérieur de télégrammes et de coups de téléphone désespérés dont le sens est toujours le même : « Nous avons besoin de pain, de sucre, de savon, nous ne savons pas où nous irons acheter du pain demain, etc. »

A force de rouspéance on envoit toujours de Moscou, « pour la dernière fois », quelques centaines de milliers de roubles. Et l'on ne ménage pas les blâmes sévères à l'administration « incapable » du camp.

LA GUERRE DES BUREAUX

Le chef de camp se met alors avec décision sur le pied de guerre, et entame un procès contre les entrepreneurs insolubles, un des innombrables procès que les institutions d'Etat s'entre-tiennent réciproquement, inlassablement. Naturellement il gagne, car ses réclamations sont justifiées. Mais sa victoire juridique n'est qu'un succès d'avances, car les caisses ne se remplissent pas pour si peu et l'on continue tranquillement à devoir des milliers de roubles.

L'ultima ratio de la direction du camp consiste à retirer au débiteur ses travailleurs. Ceci se produit très fréquemment. Nous étions, par exemple, pendant l'hiver 52, employés dans la ville de Vorkouta à la construction d'un grand hôtel, dont nous avions juste terminé les fondations quand l'argent manqua au Combinat Dorostoï. Les chefs de camp se refusèrent unanimement à mettre plus longtemps de la main-d'œuvre à la disposition de la société gravement endettée.

La lutte dura cinq mois pendant lesquels les fondations du bâtiment, conçu dans le style grandiose, furent complètement abandonnées par les employés négligés. Lorsque le combinat eut enfin réussi à se procurer des crédits, il fallut tout recommencer depuis le début.

Prises dans ce cercle vicieux, les administrations de camp non plus ne sortent jamais de leurs dettes énormes, leur tour impliquées dans les innombrables procès avec des créanciers implacables, ce qui a souvent des conséquences très désagréables. Nous nous sommes une fois trouvés, dans un petit camp forestier de la région de Tchokora, pendant cinq mois sans lumière, parce que les notes de l'usine électrique qui n'avait pas été payée depuis des années, la victime de ces querelles financières qui font souvent penser à un mauvais plaisant, n'est encore et toujours le travailleur soviétique, au salaire duquel on ne pense jamais quand tout dernier lieu. Tandis qu'un satisfait autant que possible aux exigences matérielles des prisonniers, pour éviter les troubles d'insubordination, payer, souvent six mois durant, leur salaire aux travailleurs dits libres. La situation des contre-maitres et des techniciens libres dans les régions des camps de travail forcé est, par suite, souvent pire que celle des prisonniers et leur impression peut être plus désagréable. Ce qui est le plus compréhensible, mais exerce à son tour une action négative sur le rendement général.

Mais, sur le papier, les normes sont toujours remplies à cent pour cent !

Brigitte Gerland (A suivre)

(Reproduction autorisée avec indication de la source.)



de tous les pays

BRESIL Les élections qui viennent de se dérouler ont vu la défaite du parti de Vargas, lequel, on le sait, se suicida après avoir été impliqué dans un meurtre sensationnel. Ces résultats traduisent mal la tendance des masses, qui voient en Vargas une tendance « gauche » et anti imperialiste, mais qui, en fait, a composé avec Wall Street.

Les staliniens, dont le parti est d'ailleurs illégal, n'ont pas accordé cette fois leurs voix au parti travailliste. Ces résultats traduisent mal la tendance des masses, qui voient en Vargas une tendance « gauche » et anti imperialiste, mais qui, en fait, a composé avec Wall Street.

Les élections présidentielles de l'an prochain promettent d'être fort animées. Les masses brésiliennes, dans un pays au bord d'une crise économique grave, commencent à se soucier du joug imperialiste.

BOLIVIE

Les deux ministres qui représentent les syndicats au gouvernement, Lechin, ministre des mines, et Antezana, ministre du travail, ont remis leur démission. La politique de plus en plus pro-anglaise du gouvernement, qui consiste notamment à saboter la nationalisation de l'étau et la réforme agraire, a continué de faire partie du Mouvement National Révolutionnaire (parti gouvernemental) à rompre avec la petite bourgeoisie de l'aile droite, sous la pression des syndicats.

IRAN

Des officiers « communistes » de l'armée iranienne ont été assassinés, les ministres ministres Zohdi aux ordres du cartel pétrolier anglo-américain. Des milliers d'arrestations et de condamnations sont annoncées.

Est-ce à dire que le régime communiste tout iranien qui s'oppose à la mise aux enchères de son pays par les valets des grandes compagnies pétrolières, n'est que le dernier des régimes du Shah lui-même irait prendre prochainement les ordres à Londres et à Washington.

ALLEMAGNE ORIENTALE

La presse bourgeoise fait grand scandale autour de élections organisées par les staliniens dans la zone orientale, et qui ont naturellement vu la victoire d'une liste unique sans oppositions.

Mais les buriens allemands ont clairement manifesté le 17 juin 1953 que, s'ils étaient violemment hostiles à la bureaucratie stalinienne, ils n'étaient pas pour autant des partisans d'Adenauer, comme le font croire et les staliniens et les imperialistes, une fois de plus unie contre la classe ouvrière.

YOUGOSLAVIE

Interrompus depuis six ans, les rapports commerciaux avec les pays de l'Est reprennent. Les échanges diplomatiques se multiplient également, et fait très significativement, Tito la visite de Belgrade a été célébrée avec la participation de représentants soviétiques. L'URSS et les démocraties populaires ont cessé de parler de renversement de Tito.

Cependant, ce serait une erreur que de croire que cette détente dans le cours de la politique soviétique ouvre une perspective d'un tournant important dans la politique yougoslave. Tito vient de déclarer qu'il souhaitait un rapprochement avec le bloc de son pays, mais que l'organisation de défense européenne. De même, l'abandon de Trieste (approuvé d'ailleurs par l'Union Soviétique) marque son désir de restaurer des relations normales avec son voisin occidental immédiat et de renforcer la défense de l'Europe du Sud-Est.

LE FRONT OUVRIER

Coups de pouce... ou offensive ouvrière?

C BUX qui s'enthousiasme le plus sur les 6 fr. 50 de Mendès-France...

Les travailleurs ont donc accueilli assez froidement «Les de Louviers»...

Dans ces conditions, il s'est dit difficile pour les organisations syndicales...

On pouvait néanmoins penser que si les centrales sont unanimes à juger dérisoires les 6 fr. 50, elles allaient, SANS ATTENDRE, engager une campagne...

Lorsqu'on fait un bref tour d'horizon de la presse syndicale, on des déclarations des leaders syndicaux, après le discours de Louviers...

Bothereau (F.O.) déclare à la presse qu'il fait des réserves de forme et de fond...

Une semaine après, dans l'éditorial de «Force Ouvrière», Bothereau énumère à nouveau un certain nombre de revendications concernant les abattements de zones et dit : «C'est une des questions que nous voulons voir inscrites au «rendez-vous d'avril» promis par le gouvernement...»

Ainsi, gouvernements et patrons se fissent d'autorité un nouveau sursis de six mois... et les confédérations, sans sourciller, acceptent de nouveau ce délai et parlent froidement de préparer avril, alors qu'ils jugent eux-mêmes intenable la situation des travailleurs!

Les travailleurs ne veulent plus être menés en bateau de rendez-vous en rendez-vous.

La Conférence pour l'Unité Syndicale du 5 décembre contrainct à nouveau à se reporter à des revendications ultérieures. Elle leur permettra d'imposer aux centrales syndicales un programme de lutte et la réalisation de leurs revendications.

Ils se sont prêts à l'action et l'ont encore montré le 29 janvier.

J. VAN BEVER.



Employés de Banque :

GREVE TRAHIE ET CONGRES BUREAUCRATIQUE

Le Congrès des employés de banque de la Région Parisienne CGT qui vient de se dérouler les 23, 24 et 25 octobre a consacré le divorce entre la volonté des employés de banque de passer à l'action, concrétisée les jours précédents par les grèves unanimes des mécanographes du Crédit du Nord et du CNEP, et celle des dirigeants fédéraux de tous les syndicats qui ont tout fait pour empêcher l'élargissement du mouvement.

De nombreuses interventions des délégués du Crédit du Nord, du CNEP et de la BNCL, seules banques où des mouvements avaient eu lieu, démontaient que la politique des dirigeants fédéraux CGT, Marceau et Delon, sur la question de l'unité au sommet était fautive.

Il était possible de faire débrayer non seulement les mécanographes des autres Banques mais aussi tous les employés de Banque. Le meeting de la Salle Cadet qui avait rassemblé des milliers de participants, venus chercher des directives, devait être le point de départ de l'action d'ensemble des employés dans la Banque. Au lieu de cela, les dirigeants fédéraux de tous les syndicats firent la démonstration qu'ils ne s'étaient unis que pour empêcher l'action, et appelèrent les employés à ne pas bouger pour le moment.

Vers une Conférence ouvrière de la Téléphonie

Après le discours de Mendès-France du 10 octobre, qui annonçait une augmentation désirable de 650 fr. de l'heure au salaire de moins de 20.000, une certaine agitation règne à l'A.O.I.P. (13 arr.).

Il était possible de faire débrayer non seulement les mécanographes des autres Banques mais aussi tous les employés de Banque. Le meeting de la Salle Cadet qui avait rassemblé des milliers de participants, venus chercher des directives, devait être le point de départ de l'action d'ensemble des employés dans la Banque.

Travailleurs !

Le tract suivant a été distribué dans plusieurs usines de la région parisienne. Il est daté du 13 octobre 1954.

Le MTLD contre les capitulaires

(Suite de la page 2) Car peut-on raisonnablement assurer le développement de la culture nationale algérienne, la scolarisation totale de l'enfance algérienne, la lutte contre le chômage, les faibles salaires, la suppression des bidonvilles, etc., sans que le peuple algérien recouvre sa souveraineté.

Le projet de programme d'action proposé par les exclus est démagogique parce qu'il cesse, de fait, d'appeler les masses à la lutte pour l'indépendance. Par suite, ce projet est dépourvu de tout réalisme, car il fait appel à la compréhension et à la bonne volonté de la bourgeoisie, baptisée, pour la circonstance, d'intelligente et de néo-colonialiste.

Dans notre prochain article, nous montrerons comme le mot d'ordre du Congrès National représente une utilisation frauduleuse de l'inspiration des masses algériennes à l'union.

graphes laissés volontairement isolés durent reprendre le travail. Les grévistes sont rentrés sans autre déflection, non démoralisés, et devant cette attitude, les banquiers ont dû lâcher quelques avantages à cette catégorie d'employés de banque.

L'intervention au Congrès d'un militant unitaire, le camarade Ezam, retraça tous ces faits et mit en lumière la responsabilité des dirigeants fédéraux. Le Congrès s'avantant orchestré aboutit à l'élimination de la Commission Exécutive Parisienne sous prétexte qu'il avait distribué un tract au meeting salle Cadet, appelant les employés de banque à passer à l'action dans l'unité.

La responsabilité des dirigeants syndicaux dans l'échec de la grève et le sabotage du mouvement des mécanographes qui avait tendance à s'étendre à la BNCL les mécanographes débrayeront 1 heure plusieurs jours de suite.

Four redresser la situation il est nécessaire de prélever à mainte-nant une Conférence d'Unité d'Action dans la Banque, où les délégués de tous les syndicats ou inorganisés viendront discuter démocratiquement détermineront les revendications susceptibles de mobiliser l'ensemble des employés de Banque ainsi que les meilleurs moyens à faire aboutir. C'est le seul moyen d'imposer maintenant aux dirigeants syndicaux dans leur Cartel d'inaction, la carte de tous les employés de Banque.

CORRESPONDANT.

Le crême payé

M. Mendès-France, sans rire, a donné le 6 fr. 50 aux travailleurs «les plus dévalorisés». Il a renvoyé aux calendes grecques, avec de bonnes paroles, le reclassement du corps enseignant.

Bref, il n'y a qu'une corporation pour laquelle il ait fait vraiment quelque chose : LA POLICE. Une augmentation dérisoire récemment votée en effet d'accorder de substantielles indemnités de reclassement à nos braves flics.

Et ce n'est pas tout de redoubler d'ardeur au service d'un si bon gouvernement. Un simple fait divers dans les journaux de cette semaine : «Un policier en état d'ébriété s'est précipité sur un passant dans les rues de Paris, sous des Algériens saouls ? Moi pas ! Un marin de vingt ans, en permission, prend la tête de sa femme. Le flic crême payé, ça, il sort son revolver et tire... Le marin, avec trois balles dans le ventre, a encore la forme d'un flic en état de correction au flicard. Il est à l'hôpital. Mais, s'il s'en sort, à combien le condamneront les juges (bien sûr républicains) de notre chère république néo-sémitiste ?

Mendès fait appel à la S.F.I.O.

(Suite de la première page) Les travailleurs, las de tant de dupes, las de leurs divisions, ouvrent et ouvriront chaque jour davantage les yeux sur leurs véritables intérêts.

FRONT UNIQUE

As récents comité général de F.U.D. des syndicats (CGT) de la Seine, les représentants du syndicat des communistes ont démontré que l'ensemble des travailleurs des services publics devaient s'unir pour se battre ensemble sur des revendications qui sont communes à tous.

Le Groupe « Téléphonie » de l'Unité Syndicale

37e Anniversaire de la Révolution d'Octobre

Le Cercle Lénine

vous invite à assister à la Conférence suivie de débat qui aura lieu LE VENDREDI 5 NOVEMBRE, A 20 HEURES 30, au Palais de la Mutualité (Salle G), 24, rue Saint-Victor.

La position Communiste en URSS

avec Brigitte Gerland

Avant le Congrès Confédéral F.O.

EN novembre la CGT-FO tiendra ses assises nationales. L'événement est d'importance dans la mesure où, bien que minoritaire, les positions prises par un indéniablement dans la classe ouvrière.

Que dans l'ensemble le bilan que rapportera le Bureau Confédéral soit essentiellement négatif, nul peut le contester. Cependant, afin de tracer brièvement la configuration de ce bilan, notons quelques-uns des aspects positifs.

D'abord au sujet de l'unité d'action. Signifiait que malgré les directives sectaires de la direction confédérale, le nombre des syndicats et des responsables qui comprennent la nécessité impérieuse de réaliser l'unité d'action, pour la défense de la classe ouvrière et pour le renforcement de leurs propres organisations, croît sans cesse. Des fédérations, telles que celles des employés, des unions départementales, telles que celles de la Loire, de la Loire-inférieure, pratiquent une certaine unité, une certaine quasi-permanence. Plus important est le fait que la Fédération FO des fonctionnaires, des Syndicats tel celui de la métallurgie, ont réalisé ces dernières années l'unité d'action de fait avec la CGT. Nous noterons également que sous la pression de la volonté de combats de nos postiers. Mourguès, en août 53, fut contraint d'accepter que Frischman, de la FP-CGT, et Portes, de la FNSA-FTT, parlent à nos postes, dans le cadre de Wagram. Dans la région parisienne, l'unité d'action fut scellée dans le comité de coordination de grève où étaient représentés tous les syndicats des Postes, y compris celui de l'FO.

Mais quel passé ! Dans l'autre plateau de la balance, l'acharnement inhumain du Bureau confédéral, s'il ne représente pas la cause triquée du non succès de la grève générale d'août 53, des mouvements du 22 avril, de l'isolement des grévistes des bureaux d'usines n'en est pas moins un des éléments décisifs.

Malgré le retrait du Comité national de productivité, acquis par ailleurs contre la volonté du bureau Confédéral, l'orientation en matière de salaires reste liée à la productivité qui, en régime capitaliste, ne peut avoir qu'une signification : sur-exploitation des masses et surprofits pour les patrons.

Plus grave encore est la consolidation au sommet d'un courant représenté par Le Bourne, ami de Vignarelli, confident de communistes Diezès. Ces problèmes dépassent considérablement le problème des tendances. On peut ou non approuver l'orientation réformatrice ou révolutionnaire, ces divergences se situent dans le cadre du mouvement ouvrier, mais les positions des Le Bourne-Vignarelli (amis de Diezès) ne situent au-delà de telles divergences. Ces gens n'ont rien à voir avec une confédération ouvrière, cela ne souffre aucune discussion. Faut-il en conclure que novembre 1954 régler, toutes tendances unies, le problème de l'assainissement de la Confédération. Que les dirigeants réformatistes que nous ne confondons pas avec ces tendus, se souviennent du mal qu'ont causé à leur tendance les Belin, Froideval, Delmas et compagnie.

R. DUMONT.

(Reproduit de «L'Unité» numéro 14 d'octobre 1954.)

(Suite de la page 2)

Car peut-on raisonnablement assurer le développement de la culture nationale algérienne, la scolarisation totale de l'enfance algérienne, la lutte contre le chômage, les faibles salaires, la suppression des bidonvilles, etc., sans que le peuple algérien recouvre sa souveraineté.

Non ces problèmes, rejetés, comme le fait d'ailleurs M. Mitterrand, dans un paragraphe distinct du programme politique, sont politiques et non économiques. Leurs solutions impliquent que le budget de l'Etat algérien soit établi, réparti en fonction des besoins du peuple et non au profit des colons qui, pour assurer leur mainmise sur le pays, se doivent de violer cyniquement les plus élémentaires des droits démocratiques. Ainsi apparaît comme démagogique et illusoire de tout réalisme le programme proposé par les exclus, dans la mesure même où il condamne comme sectaire ce programme d'indépendance du M.T.L.D.

Remarquons à quel point est misérable le programme économique. Il y est question de la défense du paysannat sans qu'il soit fait mention de la revendication pourtant élémentaire :

«LA TERRE AUX FELLAHS»

Encore une fois, il ne s'agit pas d'un simple oubli, car comment serait-il possible au fellah de recouvrer la terre dont il a été chassé par l'impérialisme sans que les expropriations coloniales soient eux-mêmes expropriés.

Pleusement, les auteurs du projet de programme demandent l'augmentation de la répartition en libérée des prêts agricoles. A qui ?

Dans la mesure où dans le projet de programme il n'est fait mention nulle part de la revendication de la nationalisation des Banques dans une seule Banque d'Etat, cette demande est adressée de fait aux banques contrôlées par l'impérialisme.

Il est inutile de répéter que les revendications, seules susceptibles

P. Scali LA REVOLUTION BOLIVIENNE brochure franco : 50 frs. C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 - PARIS

Le gérant : Fontanel. Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Société Parisienne d'Impressions 4, Rue Saunier - PARIS (13e)